

Magazine du Conseil général

L'Aveyron



Partenaire
des acteurs
économiques



DÉCEMBRE 2008 N° 132



CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'AVEYRON

www.cg12.fr



Première neige sur l'Aubrac pour souhaiter à tous les Aveyronnais de bonnes fêtes de fin d'année.

SOMMAIRE

PAGE 6



PAGE 12



PAGE 5



PAGE 11



PAGE 14

Point de vue



Nous entamons une période traditionnellement réservée aux retrouvailles familiales, à l'expression chaleureuse de l'amitié, à l'échange de cadeaux.

Il s'agit d'un moment

important pour se ressourcer avant d'entamer une nouvelle année.

Je ne peux oublier cependant celles et ceux qui vont souffrir encore plus de la solitude, de l'isolement, de la dureté de la situation économique qui n'épargne pas l'Aveyron.

Je connais la générosité de mes compatriotes et la qualité de l'attention qu'ils portent aux plus fragiles d'entre nous en toutes circonstances et particulièrement tout au long de ces semaines. Qu'ils en soient remerciés.

Face aux difficultés de la vie, la solidarité est en effet une exigence partagée.

Je la situe au dessus de tout. Elle ne doit échapper ni à l'initiative personnelle ni à l'action collective.

A la place où je suis, je veillerai à ce qu'elle soit le lien de toutes nos initiatives en direction des Aveyronnais comme de leur territoire.

Car l'équité, qui est un des objectifs de la solidarité, n'a de sens que si elle se construit de façon globale.

A tous et à chacun je souhaite de très bonnes fêtes.

Jean-Claude Luche

Président du Conseil général

ACTUALITÉS

3 Canton d'Entraygues : se rassembler sur les projets

AGIR POUR L'AVEYRON

4 APA, une prestation très appréciée

5 Belmont : adapter les établissements aux personnes handicapées

6 Inquiétudes du BTP : le Conseil général anticipe ses chantiers

7 Faciliter le quotidien des collégiens

8 La satisfaction de transmettre

9 L'excellence artisanale sur le podium

PARTENARIAT

10 Fenêtres Industries Aveyron à La Cavalerie : un projet audacieux

11 Des défibrillateurs à portée de main du grand public

12 Adalpa l'Aveyron comme terrain de jeu

13 Toujours mieux !

MAGAZINE

14 Cabrespines, Château de Glandières et lauze de schiste

15 Patrick Bellity : passions et convictions

16 CANTONS

18 GROUPES POLITIQUES

19 AGENDA



Canton d'Entraygues

Se rassembler sur les projets



L'accueil au Fel en présence du conseiller général Jean-François Albespy et des maires du canton

La visite, fin septembre, de Jean-Claude Luche dans le canton d'Entraygues, à l'invitation de son conseiller général Jean-François Albespy, a été très studieuse, avec des réunions de travail à Entraygues puis à Espeyrac qui ont suivi des visites au Fel et à la poterie du Don. L'occasion pour le président du Conseil général de réaffirmer sa volonté d'être à l'écoute du terrain et des attentes des Aveyronnais et d'en appeler, au-delà des clivages politiques, à un large rassemblement sur les projets aveyronnais.

Et des projets, sur le canton, il n'en manque pas : à Saint-Hippolyte, résidence pour personnes âgées valides et annexe (pour malades Alzheimer) de la maison de retraite d'Entraygues ; à Golinac, lo-

gement accessible aux jeunes et pôle touristique ; au Fel, nouvelle tranche « cœur de village » ; à Espeyrac, accueil des personnes âgées et eau potable ; à Entraygues, urbanisme et nouvelle mairie...

Sans oublier les problèmes routiers (liaison avec le Cantal), le besoin d'une salle de spectacle pour le canton ou la concrétisation des projets du pôle d'excellence rurale.

A Espeyrac, Jean-Claude Luche a inauguré la salle d'animation, superbe et indispensable réalisation d'un coût de 770 000 €, rendue possible par l'efficace partenariat entre communauté de communes, commune d'Espeyrac, Conseil général et SIEDA.

Fièvre catarrhale



830 000 € du conseil général

Avec la mise en zone réglementée de l'ensemble du département, c'est un véritable blocage économique qui a frappé la filière de l'élevage en Aveyron. Le Conseil général a donc décidé d'un plan d'accompagnement de 830 000 € décliné en 4 axes :

- Une aide à l'injection pour la vaccination contre le sérotype 1.
- La prise en charge d'une vacation vétérinaire sur deux pour la vaccination.
- Une aide aux analyses virologiques par la SEM Aveyron Labo.
- L'activation du Fonds d'intervention conjoncturel agricole.

Une première enveloppe de 300 000 € a été votée, le complément devant être inscrit au budget primitif 2009.

Curan : une station d'épuration écologique et efficace



Les explications sur le site en présence du député Alain Marc, du président Jean-Claude Luche, de Jean-Louis Grimal et des élus du secteur

Ecologie et efficacité sont les maîtres mots qui ont présidé à la construction de la station d'épuration de Curan. Il a fallu une année à l'entreprise aveyronnaise Sévigné pour finaliser un ouvrage équipé de deux lagunes de 1 000 et 1 500 m² et d'un filtre planté de roseaux. Sa capacité : 200 litres par habitant et par jour.

Au cours de l'inauguration, le maire Jean-Louis Grimal et le président du Conseil général Jean-Claude Luche ont pu apprécier le dispositif simple et « rustique », d'un coût de 450 000 € et cofinancé par le Conseil général, l'agence Adour-Garonne et la commune.



Le Mammobile sera dans le canton de :

- > **Laissac**
du 4 au 17 décembre
- > **Naucelle**
début 2009
- > **Baraqueville**
début 2009

Pour prendre rendez-vous :
05 65 73 30 35 (service mammobile)

MAISONS DES SERVICES

Pour joindre les Maisons des services du Conseil général :

Espalion 05 65 48 38 87

Millau 05 65 58 85 80

Salles-Curan 05 65 46 66 70

Villefranche-de-Rouergue 05 65 81 48 00

APA, une prestation très appréciée

A.P.A. : allocation personnalisée d'autonomie. Dans le budget social 2008 du Conseil général qui s'élève à quelque 120 millions d'euros, l'APA représente environ 38 millions. C'est donc une part importante qui est consacrée à cette prestation utile et appréciée. Fin septembre 2008, ce sont 8 822 dossiers qui avaient été payés dont 5 001 pour des personnes à domicile et 3 821 en établissements.

Avoir une résidence stable et régulière, être âgé d'au moins 60 ans et être en situation de perte d'autonomie : ce sont les conditions premières pour prétendre à l'obtention de APA.

La perte d'autonomie, cela signifie avoir des difficultés à accomplir les actes essentiels de la vie quotidienne (se lever, s'alimenter, se déplacer...) et avoir besoin d'une surveillance. Le degré de dépendance est mesuré à l'aide d'une grille (AGGIR) qui compte six niveaux, les quatre premiers donnant accès à l'APA. L'évaluation médico-sociale est effectuée par les personnes compétentes du Conseil général lorsqu'il s'agit d'un maintien à domicile, ou par l'équipe de l'établissement dans lequel la personne est accueillie. Ce degré de dépendance est le premier critère permettant de déterminer le montant de l'allocation mais ce n'est pas le seul. A partir de ce paramètre, un plan d'aide est proposé,



L'APA concerne en Aveyron plus de 8 800 personnes à domicile et en établissements (chiffres de septembre 2008)

avec intervention d'une tierce personne (qui peut être un membre de la famille, un particulier extérieur, un service mandataire ou prestataire), divers dispositifs tels que téléalarme, portage de repas... Une participation de la personne est prévue selon son revenu, sachant que s'il est inférieur à un certain niveau, elle n'est pas sollicitée. Un contrôle est évidemment effectué : des justificatifs (les factures des prestations) sont exigés.

On le comprend à travers les détails du dispositif : chaque plan mis en place est spécifique à la situation de la personne concernée. Un bémol toutefois souligné par les services

sociaux du département : les plafonds nationaux de l'allocation étant ce qu'ils sont, il est difficile de répondre aux besoins des personnes lourdement dépendantes en respectant parfaitement leurs choix.

“ En 2007, coût moyen d'un dossier : 407 euros à domicile, 257 en établissement ».

38 000 000 €

Questions à... Simone Anglade

Présidente de la commission action sociale, personnes âgées, handicaps



Qu'en est-il du maintien à domicile dans les choix du Conseil général ?

Dans le projet pour les Aveyronnais et en particulier le volet personnes âgées et personnes handicapées, le Conseil général ré-affirme sa volonté d'améliorer et de développer le dispositif de maintien à domicile, souhaite favoriser l'adaptation des logements, aider au transport et développer l'accueil familial ainsi que l'accueil de jour et temporaire notamment pour les malades d'Alzheimer.

Qu'est-ce qui prévaut dans le traitement des dossiers ?

De la rigueur et un grand sérieux. Les réponses tiennent compte des besoins, de l'environnement de la personne et de son projet de vie. De plus, une grande attention est portée à la continuité du service, à l'information et à la coordination de tous les acteurs impliqués.

L'APA paraît être particulièrement appréciée ?

Elle l'est, en effet. Car si la Prestation Spécifique Dépendance allocation donnait lieu à récupération sur succession, ce n'est plus le cas pour l'APA. Elle est bien sûr plus attractive.

EN BREF

Participation de l'Etat

De 2002 à 2004, la participation de l'Etat à l'APA était de 50%. Depuis 2005, elle est de 34%. Traduction pour 2007 en Aveyron : sur un coût global de 35,3 millions d'euros, 23,1 millions restaient à la charge du Conseil général.

Belmont : adapter les établissements aux personnes handicapées

Lorsque l'association qui s'appelait alors « de l'Institut médico-psychologique » est née en 1963, il s'agissait pour l'évêché d'occuper des locaux qu'il possédait à Belmont-sur-Rance en les consacrant à l'accueil d'enfants handicapés.

Depuis, les enfants ont grandi et les objectifs ont considérablement évolué.



Une longue expérience de la solidarité envers les personnes handicapées

SIX ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES

ABSEAH, association belmontaise de service et d'accompagnement pour personnes handicapées indépendante, gère six établissements et services à Belmont-sur-Rance et Saint-Affrique : une maison d'accueil spécialisée (36 places), un foyer de vie occupationnel (24 places), un foyer d'hébergement (48 places), un service d'accompagnement à la vie sociale (31 places aujourd'hui, 46 fin 2010), un établissement et service d'aide par le travail (71 places), une entreprise adaptée (13 travailleurs).

Monique Aliès l'explique : Conseil général et association belmontaise (ABSEAH) sont en cours de discussion pour affiner les projets concernant les activités et les locaux de La Plaine et du Bourg comme on désigne localement les différents établissements. « Une dynamique ABSEAH s'est créée qui permet cette réflexion et la mise en place de ces projets innovants qui trouvent totalement leur place dans le schéma départemental consacré aux personnes en situation de handicap ». Plusieurs opérations sont prévues. Une cuisine centrale pourrait non seulement assurer les repas pour les résidents de l'ABSEAH mais aussi pour ceux de la future maison de retraite intercantonale voire pour les écoliers du secteur, cette démarche relevant d'une efficace mutualisation des moyens. De plus, alors que le foyer d'hébergement a fêté ses trente ans cette année, il apparaît clairement que ces locaux sont obsolètes. Le projet d'une cinquantaine de places a été conçu de manière à « rendre

possible un accompagnement tout au long de la vie, sachant que c'est à l'établissement d'évoluer et non à la personne de s'adapter à l'établissement ». Les deux directeurs de la structure – Mm Faugier et Brusson – soulignent la double opportunité à saisir : l'association est propriétaire des terrains et la zone de revitalisation rurale dans laquelle se trouve Belmont permet de bénéficier d'allègement de charges patronales qui seront affectées à l'investissement.

“ L'ABSEAH

est un véritable levier économique.

Il permet de maintenir les services publics.

Le personnel (150 salariés) vient de tout le Saint-Affricain

et s'investit fortement dans la vie locale ».

Contact

Association belmontaise de service et d'accompagnement pour personnes handicapées

Le Bourg
12370 Belmont-sur-Rance
Tél. 05 65 98 09 25

Ne pas cloisonner

Stéphane, 37 ans, travaille à l'atelier de conditionnement. Il habite au foyer d'hébergement et va à Camarès, chez ses parents, tous les week-ends en scooter.

« J'aimerais mieux, dit-il, venir travailler le matin et repartir le soir ». L'exemple même de la personne qui pourrait intégrer un appartement avec accompagnement

de vie sociale. Passionné d'équitation, il se rend fréquemment au centre équestre de Belmont où il retrouve des amis.

Autre témoignage : celui de Robert dont la compagne travaille à l'ESAT. Il la retrouve au foyer d'hébergement tous les soirs. L'illustration de la volonté de « ne pas cloisonner » les différents services.



Pour répondre aux inquiétudes du BTP, le Conseil général anticipe ses chantiers

Dans une conjoncture morose pour l'économie – et notamment pour le secteur du BTP – le Conseil général décide d'anticiper une grande partie de ses travaux pour maintenir l'activité.



Ces dernières semaines l'ont montré de manière très claire : le contexte général pèse sur l'économie aveyronnaise. Les acteurs du secteur du BTP, en particulier, redoutent d'importantes difficultés en début d'année prochaine. Le département n'est en effet pas à l'abri des répercussions de la crise internationale. Le désengagement de certains financeurs (l'Agence de l'eau notamment) fait craindre une baisse du rythme des travaux d'assainissement. Par ailleurs, des interrogations subsistent quant au calendrier des communes avec l'arrivée de nombreux élus qui ont parfois besoin d'un peu de temps pour concrétiser les programmes. Les professionnels ont exprimé leurs inquiétudes à leur assemblée générale et lors d'une réunion provoquée le 16 octobre dernier par

« Les deux tiers des appels d'offre des gros travaux routiers et sur les bâtiments départementaux (une quarantaine de chantiers) seront lancés d'ici la fin mars 2009 ».

le président du Conseil général Jean-Claude Luche avec les vice-présidents en charge des travaux sur les routes et les bâtiments, Alain Marc et Michel Costes.

Fédération départementale des BTP, CAPEB, chambres de commerce et d'industrie, chambre de métiers avaient répondu à cette invitation. Cet échange a permis au Conseil général, afin d'accompagner le BTP dans une période qui peut se révéler cruciale, d'annoncer l'anticipation du lancement de ses travaux routiers et sur ses bâtiments. Dans cette perspective, les deux tiers des appels d'offres concernant ces domaines seront lancés rapidement.

Le budget 2009 du département sera voté en mars. Il devrait traduire le maintien d'un effort important du Conseil général sur son patrimoine. Parmi les grosses opérations prévues en 2009 sur les routes et sur les bâtiments, on peut citer : la poursuite de la réalisation de la déviation de Pont-de-Salars, le lancement d'opérations telles que la déviation de Curlande, la fin de la côte de Montsalvy, la deuxième tranche de la déviation de Viviez, le carrefour de Valady, le créneau de dépas-

sement de la côte d'Issis, l'aménagement de la côte de Saint-Germain, l'achèvement de l'aménagement de l'aire du viaduc de Millau à Brocuéjols, d'importants travaux sur les collèges de Naucelle et de Capdenac...



Sur le chantier de la déviation de Pont-de-Salars

A L'ÉCOUTE DES PROFESSIONNELS



Point de vue... Alain Marc

Président de la commission des routes et des grands travaux

« Il n'est ni dans les obligations ni dans les intentions du Conseil général de s'occuper de ce que font très bien les chefs d'entreprises. En revanche, la mission de la collectivité départementale est d'accompagner les acteurs locaux qui participent à la dynamique de développement sur l'ensemble de nos territoires. C'est ce que nous faisons avec nos programmes. Ces programmes ont un effet de levier sur l'économie.

Ils sont pourvoyeurs de marchés importants, de l'ordre de 50 M€ par an en moyenne sur les routes et de 9 M€ pour les collèges par exemple. Ils représentent beaucoup d'emplois.

Dans les moments difficiles que vivent certaines de nos entreprises, cet accompagnement doit pouvoir s'adapter à la réalité du terrain et du calendrier pour être efficace. C'est la démarche que nous entendons privilégier ».

Faciliter le quotidien des collégiens

9 M€ par an en moyenne : c'est la somme consacrée par le Conseil général aux collèges du département afin d'améliorer la vie dans les établissements.

La réunion du Conseil général du 23 octobre dernier a permis de décider de la participation de la collectivité départementale aux dépenses des collèges publics (21 établissements) et privés sous contrat d'association avec l'Etat (23 établissements) en 2009. C'est une somme globale de près de 2,73 M€ qui a été votée pour faciliter la vie de près de 11 500 collégiens, un effectif désormais en progression.

En moyenne, le Conseil général consacre annuellement aux collèges plus de 9 M€. Cet effort porte bien entendu sur les investissements : 35,7 M€ depuis 2000, avec de grosses opérations en cours, comme la restructuration complète du collège de Villefranche-de-Rouergue Sur la même période, le fonctionnement a mobilisé plus de 14 M€.

Par ailleurs, le Conseil général s'engage dans une réflexion qui devrait conduire à la fixation d'un tarif unique du repas dans les collèges dans un délai de trois ans.

Actuellement, le prix moyen de vente du repas est de 2,16 €. Il se situe dans une fourchette de 2,03 à 2,38 €. Il paraît souhaitable de remédier à cette disparité au plus vite. Dès 2009, il sera proposé aux établissements une évolution des tarifs permettant de resserrer la fourchette actuelle.

Il faut également savoir que le coût réel d'un repas est de 6,80 €. Le différentiel entre ce chiffre et

le prix moyen de 2,16 € facturé aux familles des collégiens est pris en charge par le Conseil général à travers le financement du personnel, l'amortissement des matériels et des locaux.

1 182 000 repas ont été servis en 2007 aux élè-



Cantine

..????????????????

ves des collèges mais aussi à des élèves de primaire dont les repas sont préparés par les collèves, aux enseignants, aux personnels.

C'est une contribution de la collectivité départementale de près de 5 M€ qui s'ajoutent aux 9 M€ cités précédemment comme l'a souligné Jean-Claude Luche lors de sa visite du collège Fabre à Rodez et du collège d'Onet-le-Château.

Le Conseil général prend en charge

le différentiel entre le prix de vente et le prix réel du repas des collégiens.



La « vie scolaire » du collège Fabre à Rodez réaménagé

DICTIONNAIRES

A noter également que, dans le programme du Conseil général adopté le 29 septembre dernier, il est prévu d'étendre le Chèque'ados à toutes les classes des collèges et de doter chaque élève entrant en 6e d'un dictionnaire dès la rentrée 2009-2010.

EVEIL PÉDAGOGIQUE

Ce même programme prend en compte plusieurs mesures concernant l'éveil pédagogique comme le lancement d'une opération « collège au théâtre », la découverte du patrimoine aveyronnais en facilitant le financement des transports, l'aide aux voyages scolaires éducatifs, l'aide aux voyages dans des pays de l'Union européenne.

PRÈS DE 1 200 000 REPAS CHAQUE ANNÉE



Michel Costes, vice-président du Conseil général et responsable de la subdivision ouest

A l'écoute des familles

Pour Michel Costes, président de la commission des bâtiments et du patrimoine départemental, « l'objectif du Conseil général est de répondre aux attentes des familles dans une période qui peut se révéler difficile pour certaines d'entre elles.

Après la décision de rendre les transports scolaires gratuits à la prochaine rentrée, il a été confirmé que le taux de participation des familles à la rémunération des personnels de services d'hébergement pour les élèves pensionnaires et demi-pensionnaires serait maintenu au même niveau

(22,5%) en 2009. Arriver un prix unique pour les repas à la cantine procède de la même démarche d'équité.

Par ailleurs, les opérations de réhabilitation sur les établissements vont se poursuivre. Les collèges de Nauccelle, Capdenac et Onet-le-Château seront, notamment, concernés. Parallèlement le déploiement de l'environnement numérique du travail se fera. L'expérimentation va débuter rapidement sur 7 établissements dès cette année scolaire 2008-2009 ».

UN MEILLEUR APPRENTI DE FRANCE



Denys Patissou, médaille d'or au concours de meilleur apprenti de France

Denys Patissou a obtenu la médaille d'or du concours de meilleur apprenti de France dans son domaine : la mécanique.

Originaire de Montlaur, il a commencé par un CAP, puis a poursuivi en bac pro parce que, dit-il, « c'était un peu trop léger pour les technologies actuelles ».

Son premier maître d'apprentissage fut M. Huc, de Montlaur. Aujourd'hui, il poursuit sa formation à Saint-Christophe Vallon. C'est alors qu'il était à Montlaur qu'il s'est engagé dans la préparation des différentes étapes du concours de meilleur apprenti. Cela suppose, explique-t-il, un bon niveau scolaire, du travail chez soi et de la pratique le jour de l'épreuve, du genre démonter, expliquer et remonter une boîte à cinq vitesses... Ce fut pour lui « une belle expérience et la satisfaction d'avoir réussi ». Mais il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

Après son bac, il aimerait poursuivre vers un BTS.



Vincent Baldet : devenir maître d'apprentissage ne s'improvise pas

La satisfaction de transmettre

Vincent Baldet est artisan escalier à Durenque (dont il est par ailleurs maire). « Nous sommes dans le bois de père en fils » souligne-t-il. Agé de 42 ans, il a repris l'entreprise familiale voilà vingt ans et emploie aujourd'hui une quinzaine de personnes. « Depuis que je suis enfant, j'ai ce projet en tête ». Après un bac comptabilité, il a opté pour un CAP à la Chambre de métiers. Puis, conscient d'un besoin de formation plus solide en gestion d'entreprise, il a poursuivi par deux BTS : industries du bois et fabrication de meubles. Président de la commission formation à la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Aveyron, il est lui-même maître d'apprentissage. A ses yeux, former des jeunes est un investissement sur l'avenir de l'entreprise. Son domaine d'activité suppose en effet une main d'œuvre très qualifiée. Aussi « c'est toujours dans l'objectif de le garder

comme ouvrier que je forme un jeune ». C'est aussi pour l'intérêt qu'il porte à la transmission du savoir et pour la satisfaction qu'il trouve à « voir quelqu'un évoluer, progresser ».

Mais devenir maître d'apprentissage ne s'improvise pas, estime-t-il, insistant sur tous les avantages qu'il y a à retirer du stage de formation gratuit proposé par la Chambre de métiers.

« On réfléchit notamment aux rapports humains.

C'est utile pour l'ensemble du personnel ». Il est également possible d'obtenir un brevet de maîtrise en participant à quatre journées sur quatre mois. Mais tout ceci n'étant

pas obligatoire, Vincent Baldet estime, comme le président de la Chambre de métiers (lire page suivante), qu'il serait judicieux que la prime versée aux maîtres d'apprentissage soit plus élevée pour ceux qui ont adopté cette démarche de formation.

ARTISAN ESCALIÉTEUR À DURENQUE

EN BREF

PARTENARIAT

La Chambre de métiers de l'artisanat et le Conseil général, c'est quinze ans de partenariat autour de cinq conventions fondées sur deux objectifs majeurs : accroître le nombre d'actifs dans le département et assurer le maintien des services marchands en zone rurale. Ils ont été complétés par différents programmes destinés à favoriser l'installation d'artisans qualifiés, mettre en place des actions de communication pour valoriser l'image de l'artisanat, accompagner l'artisanat de production, faciliter l'accès de ces entreprises aux techniques d'information et de communication.



EN CHIFFRES

L'artisanat aveyronnais, c'est 6 590 entreprises (au 1^{er} janvier 2008) dont 42 % dans le bâtiment, 14 505 salariés (avec 4 500 emplois créés depuis 1993), 24 294 actifs (soit 1/5^e de la population active de l'Aveyron), 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

L'excellence artisanale sur le podium



Une soirée pour mettre à l'honneur l'artisanat aveyronnais

Une soirée qui mette en lumière les jeunes et les artisans qui, grâce à leurs efforts, leur motivation, leur travail, leur amour de leur métier, leur volonté de pousser aussi loin que possible leur engagement professionnel, se sont distingués : c'est cela, la soirée de l'excellence artisanale organisée ce 7 novembre. Des prix, nombreux, ont été décernés. Mais surtout, cet événement a permis de constater qu'un mouvement en faveur de l'artisanat est amorcé alors que la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Aveyron fête cette année ses 70 ans. A la Chambre de métiers de l'Aveyron, on le remarque depuis quelques années : les jeunes qui font le choix de l'artisanat comme projet professionnel sont de plus en plus nombreux. Ceux qui se déterminent dans cette voie par défaut diminuent. De plus, l'apprentissage devient une option dotée de la même valeur qu'une formation générale. Rares sont les filières qui, aujourd'hui, ne proposent pas l'alternance. Meilleurs apprentis de France,

meilleurs ouvriers de France, brevet de maîtrise, stars et métiers ... Autant de titres prétextes à dire et redire comme le fait Daniel Druilhet, président de la chambre de métiers et de l'artisanat, que « l'artisanat n'est pas une voie de garage ».

Cette dynamique, le Conseil général l'accompagne depuis de nombreuses années. En effet, l'artisanat est depuis longtemps apparu absolument nécessaire à l'économie aveyronnaise. Dans le contexte actuel, il ressort même que ce secteur, contrairement à bien d'autres, est créateur d'emploi. Après une diminution constante du nombre d'artisans de 1990 à 2001, une nette augmentation est enregistrée depuis 2004. De plus, l'artisanat est essentiel au maillage du département ; avec 55 % de ces entreprises installées (au 1^{er} janvier 2007) en milieu rural, quasiment toutes les communes aveyronnaises en sont pourvues.

« Quelle meilleure méthode que l'apprentissage ? ».

Daniel Druilhet

Président de la Chambre de métiers et de l'artisanat



« Longtemps, dit Daniel Druilhet, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat, le CAP et les travaux manuels ont été dépréciés. On disait : si tu ne fais rien à l'école, tu iras en apprentissage et on pensait l'artisan seul, de la farine sur l'oreille ou du cambouis sous les ongles. Aujourd'hui, les mentalités commencent à évoluer, même si les parents sont toujours les plus difficiles à convaincre ». Pourtant, poursuit M. Druilhet, « quelle meilleure méthode qu'un maître qui apprend à son apprenti, sans intermédiaire ? » Lui-même a toujours eu des apprentis. Il sait l'engagement que cela suppose, parce que, rappelle-t-il, « on ne transmet pas pour soi. Vous formez un jeune qui va probablement quitter votre entreprise. Mais si personne ne le fait, les métiers se perdront. De plus, il y a des valeurs à faire passer ».

Pour toutes ces raisons, il souhaite que la formation qui permet d'obtenir le diplôme de maître d'apprentissage soit mieux soutenue – notamment financièrement – qu'elle ne l'est actuellement.

DANS TOUTES LES COMMUNES

70 ans d'âge



La Chambre de métiers de l'Aveyron a été créée le 21 juillet 1938, quinze ans après la loi instituant ces « compagnies ». Elle s'installe d'abord boulevard d'Estourmel à Rodez. Après plusieurs déménagements, elle aménage sur le site actuel, sur la zone industrielle de Cantaranne. Le service apprentissage apparaît en 1945 tandis que le centre de formation des apprentis ouvre en 1968. Depuis 1945, 50 000 apprentis ont été formés et depuis 1968, 30 000 artisans, conjoints et salariés ont suivi des formations continues. Depuis 1938, six présidents se sont succédés.

Contact

Chambre de métiers et de l'artisanat

Rue des Métiers,
Onet-le-Château
Tél. 05 65 77 56 00
www.cm-aveyron.fr

Fenêtres Industries Aveyron à La Cavalerie un projet audacieux

Fondamental : c'est ainsi qu'Arnaud Bourgeois, directeur technique de la division portes et fenêtres du groupe Atrya, qualifie le soutien que le Conseil général a apporté à l'installation d'une usine sur la zone d'activités départementale de Millau-Larzac à La Cavalerie.

Le créneau du groupe à La Cavalerie, ce sont des fenêtres destinées à équiper des maisons dites de « premier achat maison neuve à 70 % ». Un marché « très dur », comme le souligne M. Bourgeois, sur lequel les industriels doivent tirer les prix au plus juste. Aussi le groupe Atrya recherchait-il une « base » dans le sud de la France afin d'économiser sur le transport pour approvisionner les clients de cette zone.

« Nous avons deux solutions, explique M. Bourgeois : soit la Roumanie ou son équivalent, soit une usine low coast (équipée avec le strict nécessaire) en France et au plus près des clients ».

En observant une carte et en considérant un point desservi par une autoroute situé à égale distance de Bordeaux et Marseille, l'Aveyron s'est imposé de par son positionnement que par l'esprit de sa main d'œuvre.

Ensuite, l'accueil réservé par la collectivité locale a fait la différence. Aveyron

Expansion, agence départementale chargée par le Conseil général de rechercher des investisseurs et des créateurs d'entreprises, a accompagné le groupe Atrya dès 2004. Après que plusieurs solutions aient été envisagées, la possibilité de racheter l'une des usines de PVC-GM de La Cavalerie et l'implication de la collectivité départementale ont été décisives.

« A terme, ce sont 4 000 000 € qui seront investis, affirme M. Bourgeois. Aussi, l'aide au démarrage a été très importante ».

Pour réaliser les extensions immobilières dont elle avait besoin, la société FIA (Fenêtres Industries Aveyron, constituée pour porter le projet de La Cavalerie) va acheter des terrains complémentaires au Conseil général, propriétaire de la zone d'activités. Cette mise à disposition a nécessité le déplacement de la voirie et divers aménagements dont le coût s'est élevé à 700 000 €. La Région Midi-Pyrénées est également partie prenante.

Actuellement, 29 personnes travaillent dans cette entreprise pour 16 repris lors de l'acquisition. Elles devraient être 42 à la fin de l'année prochaine, l'objectif étant de 50 en 2010 pour une production qui devrait passer de 1 200 unités de fenêtres en cette fin d'année à 1 800 fin 2009 et 50 % de plus en 2010. Afin de rationaliser au mieux la



Le site de La Cavalerie a été récemment inauguré

production, une nouvelle activité de menuiseries aluminium devrait démarrer en juin 2009.

« Si nous avons dû faire cet investissement seul, insiste Arnaud Bourgeois, nous n'aurions pas pu implanter cette usine en France. Nous sommes aujourd'hui certain que notre choix a été le bon, mais nous sommes aussi convaincus que l'objectif final est encore loin d'être atteint et que l'équilibre de cette nouvelle société reste précaire. En effet, la conjoncture s'annonce très difficile pour les mois et années à venir particulièrement sur la cible de marché de FIA.

L'accompagnement de tous reste donc primordial pour finaliser et totalement concrétiser ce projet audacieux ».

L'AIDE FONDAMENTALE
DU CONSEIL GÉNÉRAL

EN BREF

SOCIÉTÉ PÉRIÉ

La société Périé, précurseur dans le lamellé-collé, souhaite construire sur son site de Campuac un nouvel atelier pour permettre le développement de l'entreprise. Sa démarche s'appuie en particulier sur une approche environnementale dans le processus de fabrication. Parallèlement l'entreprise investit dans l'utilisation des essences locales (peuplier, chêne, châtaignier) situées à proximité. L'aide du Conseil général sera de 26 000 €.

LA LICORNE

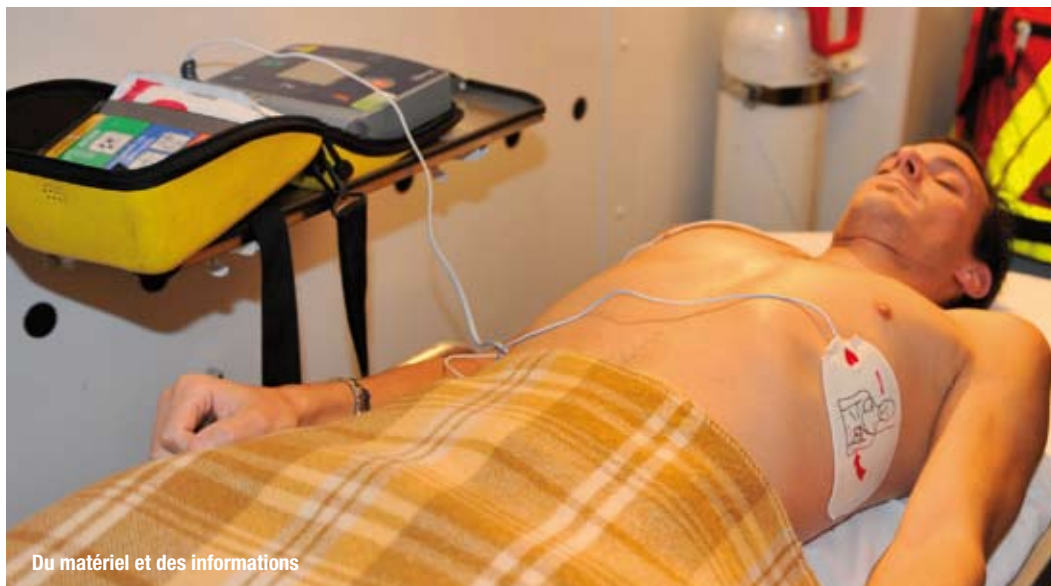
L'Atelier La Licorne à Sauveterre-de-Rouergue –reproductions et création de tapisseries– est un exemple de savoir-faire aveyronnais largement reconnu et plusieurs fois récompensé. La communauté de communes du Pays Baraquevillois a été sollicitée pour racheter et aménager un bâtiment afin d'alléger les charges de l'EURL «La Licorne ». Le Conseil général apporte une aide de 20 000 € à l'opération.

BAR-RESTAURANT À COMBRET

Combret n'a plus de bar restaurant depuis plusieurs années. La commune le déplore et souhaite réhabiliter un bâtiment existant, bien situé au centre de ce village de caractère, pour y installer une auberge afin de proposer une activité de restauration de qualité. Le futur exploitant, originaire de Combret, est actuellement restaurateur en Ecosse après avoir exercé en France.

L'aide du Conseil général sera de 22 870 €.

Des défibrillateurs à portée de main du grand public



Du matériel et des informations

L'arrêt cardiaque provoque 80 000 morts par an en France. Or, il existe un appareil – le défibrillateur – qui permet au grand public d'agir. Un médecin de Villefranche-de-Rouergue, le docteur Anne-Marie Bader, milite et agit pour une large diffusion de cette technique.

Cinq à dix minutes : c'est le temps dont on dispose pour « corriger » le trouble du rythme cardiaque lorsque survient une crise, faute de quoi l'arrêt est mortel. Mais pratiquer un massage cardiaque n'est pas à la portée du premier venu. En revanche, utiliser un défibrillateur est nettement plus accessible. Certes, comme le souligne le docteur Bader, il serait préférable qu'un maximum d'utilisateurs potentiels aient reçu des instructions, ce à quoi elle s'emploie depuis deux ans avec la Croix Rouge, intervenant dans les communes qui le demandent pour une initiation gratuite d'une heure trente environ. Deux types d'appareils sont disponibles : un semi-automatique et un entièrement automatique. De l'avis du groupe au sein duquel elle travaille, l'automatique est préférable.

« Dans une situation de peur et de panique, il peut être difficile d'écouter les instructions données par la machine ». Avec l'automatique, il suffit de poser les électrodes. « L'appareil ne va déclencher la décharge que s'il y a un trouble du rythme cardiaque ». Pour le docteur Bader, il n'y a donc pas à convaincre de l'utilité du défibrillateur mis à portée du grand public : « C'est une évidence ».

“ Le Conseil général prend en charge un tiers du financement des défibrillateurs dont le coût varie de 1 500 à 1 800 € ».

SURVIE

53 % de survie : c'est le taux atteint lorsqu'intervient avec un défibrillateur un utilisateur formé. S'il ne l'est pas, le taux chute à 16 %. Avec massage et bouche-à-bouche (ce dernier tendant à être de plus en plus déconseillé) qui supposent une formation, la survie est de 25 %.

ELOIGNEMENT

Le docteur Bader regarde les chiffres : SAMU comme sapeurs-pompiers ne peuvent parvenir dans certaines communes de l'Aveyron qu'en trente voire soixante minutes.

UNE CINQUANTAINES D'APPAREILS DÉJÀ INSTALLÉS EN AVEYRON



Accompagner les collectivités locales

Pour Monique Aliès, présidente de la commission des services de proximité, la mise en place des défibrillateurs s'inscrit dans le cadre d'une « volonté politique du Conseil général d'accompagner les collectivités locales ».

Elle le constate : « ces appareils sont très demandés, surtout à proximité des établissements scolaires et des équipements sportifs ». Une cinquantaine sont ins-

tallés dans l'Aveyron. A ses yeux, ces appareils apportent « une sécurité à la population et un vrai plus en zones rurales. Ils contribuent au maillage sanitaire du département ».

Mme Aliès prévoit une réunion en janvier avec conseillers généraux, sapeurs-pompiers... et aimerait que soit créée une association départementale, avec le docteur Bader. « Il faut, dit Mme Aliès, garder l'esprit de volontariat ».

Contact

Docteur Anne-Marie Bader
Tél. 06 80 11 47 60



Adalpa l'Aveyron comme terrain de jeu

Promouvoir
les activités
de pleine nature

« Faire découvrir le formidable terrain de jeu qu'est l'Aveyron » : telle est la mission essentielle de l'ADALPA pour son président, Bernard Burguière. Pour lui, promouvoir les nombreuses activités de pleine nature que l'on peut pratiquer dans l'Aveyron contribue à « donner une image dynamique du tourisme » dans le département.

Bernard Burguière dirige depuis 1983 la maison familiale de vacances de Conques, canton dont il est le conseiller général. Aussi est-il dans un rôle qu'il connaît bien à la présidence de l'ADALPA.

« Il est important, dit-il, qu'un organisme ait la charge d'élaborer des produits sportifs et culturels et qu'il travaille à en faire la promotion ».

Ce fut le cas au cours de l'été dernier grâce à l'opération concoctée en collaboration avec le comité départemental du tourisme sur l'aire du viaduc de Millau. Destinée aux visiteurs, cette action a consisté, à travers un jeu-concours autour des activités de pleine

nature praticables dans l'Aveyron, d'amorcer une action de communication avec les professionnels concernées. Quelque 6 000 cartes de jeu ont été distribuées et un peu plus de 3500 personnes ont été incitées de cette façon à se rendre au point d'informations touristiques de l'Aveyron.

Autre nouveauté en cet été 2008 : les séjours cahier de vacances proposés aux écoliers. André Galy, directeur de l'ADALPA, l'a constaté : « Les parents montrent un réel intérêt ».

Il en est de même des clients de l'ADALPA tels que les comités d'entreprise. Aussi deux nouveaux programmes seront-ils disponibles pour les vacances de Pâques : l'un à Brameloup pour les écoliers, l'autre à Rodez pour les collégiens. En internat comme

en externat, la formule inclut tennis, golf, kayak, escalade.

Bernard Burguière, nouveau président de l'Adalpa



PROMOUVOIR
LA PLEINE NATURE

Vrai ou Faux ?



Les séjours de l'ADALPA sont réservés aux touristes. Faux

La volonté de l'ADALPA consiste précisément à laisser toute leur place aux Aveyronnais et à développer des activités de proximité. « Chaque fois que cela est possible, souligne Bernard Burguière, nous nous rapprochons des Aveyronnais pour leur

rendre plus facile la pratique d'activités de pleine nature ».

Une dizaine d'activités de pleine nature sont praticables dans l'Aveyron. Faux

Plus de 25 le sont : escalade, canoë-kayak, randonnée pédestre, parapente, catamaran, ski de fond, canyoning, course d'orientation, parcours aventure, rafting, équitation, VTT, quad, via ferrata, spéléologie, escal'arbre, planche à voile, pêche, deltaplane, tir à l'arc, cyclotourisme ...

Contact

ADALPA

(Loisirs nature Aveyron)
17 rue Aristide Briand,
Rodez.

Tél. 05 65 75 55 40

Email : info@adalpa.com

www.adalpa.com



Toujours mieux !

Le nouveau programme du Conseil général accentue l'effort d'accompagnement de la collectivité auprès des clubs

Le sport est plus que jamais l'objet de l'attention du Conseil général. En particulier au niveau des jeunes qui bénéficieront, cette année, dans leurs clubs, de kits à vocation pédagogique.

L'implication du Conseil général dans les milieux sportifs n'est plus à démontrer. Pour preuve, les nombreux partenariats avec les comités départementaux – ils sont 7 à disposer d'un cadre technique – par le biais des contrats d'objectif et des challenges, avec les clubs de niveau national (selon une grille préétablie) ou avec certains athlètes à titre individuel. Sans oublier « l'événementiel » (type « Top 12 ») ou les journées découverte organisées tous les week-ends de juin et destinées en particulier aux familles, qui sont accueillies gratuitement par les clubs. L'occasion rêvée de faire connaissance avec des disciplines

telles le parapente, la spéléo, le trial, l'escalade, la voile...

La nouveauté, en cette saison 2008-2009, est le retour des « kits », équipements à vocation pédagogique, qui seront octroyés aux clubs de sports collectifs (une 2^e tranche prendra en compte les sports individuels l'année prochaine) sur la base du nombre de licenciés pupilles (9/11 ans).

D'une valeur de 250 €, ces kits s'adapteront aux besoins réels de chaque club et bénéficieront d'une dotation globale d'environ 80 000 €. Une remise officielle avec tous les dirigeants concernés aura lieu en début d'année.

Corrida d'Espalion



RENDEZ-VOUS LE 21 DÉCEMBRE

Le Foyer rural d'Espalion organise le 21 décembre la 2^e « Corrida d'Espalion », épreuve conviviale et populaire, sur le site de Perse. Courses à pied et randonnée sont au programme de cette manifestation qui a pour objectif d'optimiser le capital santé par la pratique d'une activité physique en période festive.

A partir de 10 heures, auront lieu des courses pour enfants ainsi que pour les benjamins, minimes et cadets. La randonnée partira à 10 h 30 tout comme l'épreuve handisport. En effet, les organisateurs tiennent à associer les personnes handicapées à leur manifestation en leur proposant une épreuve adaptée.

L'épreuve « phare » aura lieu à 11 h sur 4 tours d'un circuit sans difficulté, soit 10,6 km. La participation sous forme de relais, en équipes de 2 à 4 coureurs, est également possible. Un buffet campagnard sera servi après les épreuves.

Contact : 06 31 28 44 58

Questions à ... Alain Pichon

Président de la commission de la jeunesse et des sports



Comment définir la politique du Conseil général en matière de sport ?

Le Conseil général œuvre en premier lieu en faveur des jeunes et ce, dans tous les domaines, en partenariat avec les fédérations scolaires (cross départemental, journées nature avec les primaires...). Dans toutes nos démarches, nous soutenons le club dans sa partie associative. Notre axe fort est la pratique des activités de pleine nature. En 2009, suite logique de l'expérimentation, nous passons à la réalisation avec la mise en place de lieux ou de sites.

Et le sport de haut niveau ?

Il y a des partenariats privilégiés avec les clubs phares. Ils tirent vers le haut les autres clubs. Le plus apparent est celui avec le RAF. En retour, il y a des actions de promotion.

Et si d'aventure un club avait l'opportunité de tutoyer le sommet ?

Et bien le Conseil général suivrait de manière conséquente...

Cabrespines

Château de Glandières et lauze de schiste



Cabrespines s'étire au soleil d'automne sur son éperon rocheux. Dans la pente au-dessus de La Coussane, les bouleaux agitent gentiment leurs feuilles. Dans le village aux ruelles paisibles, une vingtaine d'habitants vivent autour du château que sa propriétaire, Bernadette de Bienassis, se désolé de ne

pouvoir entretenir à la hauteur de la passion qu'elle porte à ces pierres marquées du sceau des Glandières depuis le XVII^e siècle. Une vingtaine d'habitants seulement, alors qu'ils furent 150 et

que la paroisse compta jusqu'à mille âmes. C'était au temps (1650) où le prince de Condé, soucieux d'éviter que les huguenots ne s'en emparent, ordonna la démolition de la forteresse qui avait été érigée pour protéger la population des invasions incessantes et des attaques des routiers. Elle avait été bâtie sur le rocher du Tourruol, dans le prolongement du hameau. Les matériaux de ce château

fort furent en partie utilisés pour édifier la partie orientale du nouvel édifice par Noble Jean de Cambon, seigneur d'Annat et de Cabrespines. Imposante façade rectangulaire, trois étages percés de larges baies, lucarnes aux frontons sculptés, fenêtres aux multiples croisillons... La bâtisse affiche une belle allure XVII^e. Elle fut réunie à la partie occidentale, antérieure, entre 1760 et 1786.

Bernadette de Bienassis l'a constaté lorsqu'elle a ouvert les

portes de son château au public à l'occasion des journées du patrimoine : cette histoire passionne. Il faut dire que l'atmosphère qui se dégage dès la cour intérieure paraît directement issue du socle auquel elle est arrimée. Autour, la vie s'écoule à un rythme qui paraît relever de la renaissance. En effet, malgré leur nombre peu élevé, les habitants ne sont plus seulement des personnes âgées. C'est ce que

constate André Aygalenq, le doyen du hameau. Lui qui était parti faire le bougnat à Paris est revenu au pays pour y exercer son métier de couvreur, comme son père et son grand-père, et comme son fils aussi, tous habiles à travailler la lauze de schiste et l'ardoise du Cayrol. Un peu plus haut sur la route qui grimpe vers les Mazes et qui offre un superbe point de vue plongeant

sur Cabrespines, une jeune femme, Sandra Beynette-Fontanié, a repris le flambeau de sa grand-mère aux fourneaux du restaurant du Couderc. Avec son aïeule, elle a appris à préparer la fejoleta de sanglier tant appréciée des chasseurs qui se retrouvent chez elle pour leurs repas. Son petit Yann joue dans la salle avec le gros Briard tandis que son père, Jean-Paul, assure le service au bar. Ils sont une vingtaine, donc, mais parmi eux se trouvent de jeunes couples, et des bambins qui courent après les chats le long des murs ensoleillés.



Sandra Beynette-Fontanié ouvre son restaurant au Couderc tous les midis (menus à 15 et 17 € le week-end) et sur réservation le soir pour les groupes. Tél. 05 65 44 72 04

Cabrespines entre Vallée du Lot et montagne

POUR Y ALLER

A l'entrée d'Estaing côté Espalion, prendre la route indiquant le Monastère.

Al Canton - Nadal en Roergue

Las tradicions nadalencas las mai espendidas en Roergue éran las calendas e los cantiques occitans. Los trinhons de las calendas (nadalet, temporas...) se debanavan cada ser una dotzena de jorns davant Nadal. Los dròlles e los joves montavan al cloquièr per adujar lo campanièr e tastar quauquas castanhas, o un tròç de fo(g)assa amb un veirat de vin. Lo temps que fasiá per las calendas e las recalendas devinhava lo temps de

l'annada a venir. En Roergue meridional, lo dròlle qu'ausissia sonar los nadalets en prumièr ganhava una mena de cocon, lo colombet. Totjorn dins aquel país, se fasiá l'estofat o confidor de buòu, amb de codenas e de vin, que confissia dins una topina al pè de la soca nadalenca.

En Roergue septentrional, se fasiá un resopet la velha de Nadal amb de salcissa cuècha jos las cendres. En Roergue central, se fasiá rostir una

piòta per miègjorn, lo jorn de Nadal, dins las bòrias que n'avián. Los cantiques de la messa de mièjanuèch (nadals, nadalets, no(v)ès) éran siá de creacion locala (sègle XIX) coma lo Nadal de Requistar (Enfants, revelhatz-vos) o los nadalets de l'abat Besson (Cantatz cloquièrs, Nadal de la tatà Mannon), siá de vièlhs nadals coma los de Saboly (Provença, sègle XVII), o d'autres d'autors desconeguts (sègle XVIII).

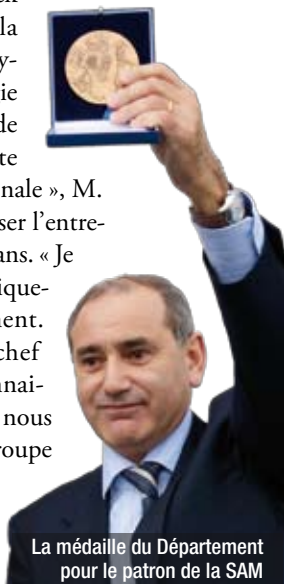
Patrick Bellity

Passions et convictions

« Où suis-je le plus utile ? Ce qui m'intéresse, c'est de vérifier sur le terrain si mes idées sont bonnes ». C'est ainsi que Patrick Bellity, patron de la S.A.M., résume sa démarche. Portrait d'un homme ouvertement passionné.

160 emplois créés en dix ans sur le site aveyronnais, la taille de l'usine de Viviez multipliée par deux, dix millions d'euros d'investissement par an, un « ambitieux programme » de formation du personnel, une « position inexpugnable » de co-concepteur pour l'industrie automobile ...

« J'aime cette vie qui est faite d'aventure. Je suis un bâtisseur. J'aime voir les choses sortir de terre, les gens évoluer ». Patrick Bellity est arrivé à la tête de la Société aveyronnaise de métallurgie en 1998 à la demande du fondateur de cette « petite fonderie régionale », M. Michaux, pour redresser l'entreprise. Il avait alors 41 ans. « Je me suis investi, physiquement et financièrement. Je voulais devenir chef d'entreprise et actionnaire. Avec M. Michaux, nous détenons 100 % du groupe aujourd'hui ». Numéro un en France, numéro deux en Europe, un groupe



La médaille du Département pour le patron de la SAM

(Arche) de sept usines, 2 000 salariés dont 580 dans l'Aveyron et « des résultats qui font pâlir d'envie nos concurrents »...

C'est quoi la méthode Bellity ? Du dialogue, d'abord du dialogue.

« Notre groupe, c'est surtout un pacte social, un dialogue permanent, des échanges. Il faut que les intérêts des uns et des autres convergent. Tous les syndicats et les délégués ont adhéré à ce modèle socio-économique qui n'a pas d'équivalent dans les partis politiques. Il est fondé sur mes convictions que j'applique sur le terrain : une entreprise qui travaille contre son personnel ne peut réussir. Aussi faut-il se poser la question de l'actionariat. Mon pôle de décision est ici. Je décide ici. Je peux m'engager sans avoir à en référer à des actionnaires. Aujourd'hui, j'ai 2 000 militants pour le parti qui s'appelle groupe Arche.

Beau parcours pour le petit garçon qui dit être « né à cinq ans, à Avignon ». Il arrivait de Tunisie avec ses parents et ses deux grandes soeurs. « Je suis un déraciné. Ici, je trouve peut-être mes propres racines. Et ce côté bassin délaissé m'a donné envie de me battre. Il y a eu un côté revanche dans mon engagement. Les gens sont fiers que le Bassin industriel de Decazeville accueille le vaisseau amiral S.A.M. »

VOITURES MINIATURES

« Tu n'es pas capable de réchauffer une chaise longue ».

Ainsi parlait sa mère à Patrick Bellity tant il est vrai qu'il aime que « ça bouge » et qu'il est mû par la passion y compris dans ses loisirs. Natation tous les week-ends, un peu de marche, et des collections notamment de « tout ce qui roule ». Cela signifie voitures miniatures mais aussi quelques-unes « plus grosses ». Il apprécie également l'art surtout du XVIII^e et du début du XIX^e siècles, et l'histoire dans laquelle il plonge par période jusqu'à en avoir épuisé tous les ressorts. En ce moment, il s'intéresse à « ce petit bonhomme corse qui parlait tout juste français » et qui a pu créer un si vaste empire...

Economie réelle, économie abstraite

Pour Patrick Bellity, il existe une « économie réelle » et une « économie abstraite ». L'économie réelle, c'est « la création de valeur ajoutée à partir d'une matière première. Vous apportez du travail et vous avez amélioré votre matière première ». Le reste, poursuit-il, « c'est du poker, ça n'a pas de nom, c'est comme jouer au casino, c'est un pari sur une tendance. Il n'est pas possible que la distorsion soit trop grande entre économie réelle et économie abstraite ». Et de souligner : « Personne ne pensait à nous, les petits industriels besogneux. Aujourd'hui, on se tourne vers nous ».



Le site aveyronnais, vaisseau amiral du groupe



Rodez Est

Stéphane Bultel



OGI, MONTÉE EN PUISSANCE

Julien Delmouly a repris l'entreprise créée en 1983 par son père. OGI (www.ogi.fr) est spécialisée dans le développement spécifique de logiciels. Depuis un an, elle a diversifié son offre, notamment en concevant des sites web adaptés aux PME et associations. Ce qui a permis au jeune chef d'entreprise, dorénavant installé 6 avenue Tarayre, de créer deux nouveaux emplois (6 salariés au total). Le site de mise en relation aveyronnais www.cityclub.fr est un excellent exemple du savoir-faire d'OGI. De quoi réjouir Stéphane Bultel « très content et très attentif à ce qu'une nouvelle entreprise s'installe sur le secteur ».

Villeneuve-d'Aveyron

Pierre Costes



VALORISATION DU PATRIMOINE

Tout a été mis en œuvre pour que la bastide royale affiche son plus beau visage. De nombreux travaux ont été programmés qui, à terme, permettront la valorisation d'un riche patrimoine. Initié sous l'ancienne mandature, l'aménagement de l'entrée de la bourgade par la D48, vient de s'achever : des travaux routiers financés à hauteur de 240 000 € par le Conseil général, le parking du cimetière, les plates-bandes et les zones d'accès étant à la charge de la commune. « Ces aménagements sont une vraie réussite et la perspective sur le village est très engageante pour le visiteur » se félicite Pierre Costes.

Bozouls

Jen-Michel Lalle



BEZONNES : EXTENSION DE L'ÉCOLE

Finis les déplacements à la Maison du Causse, désormais, l'école de Bezonnès dispose d'une salle de motricité d'une centaine de mètres carrés flambant neuve. Une réalisation qui fait partie du programme d'extension de l'école, qui comprend également un hall d'entrée, de nouveaux sanitaires et douches et un nouveau coin repos. Au total, une surface supplémentaire de plus de 200 m². Des investissements auxquels le Conseil général a participé à hauteur d'un peu plus de 50 000 € et dont Jean-Michel Lalle se réjouit : « c'est un plus très important pour l'école et un investissement pour nos jeunes enfants ».

Camarès

Jean Milesi



S.P.B. PREND DU VOLUME

6 000 palettes par jour... si la conjoncture économique n'y met pas un frein, SPB (Scierie Palettes Blanc) a de beaux jours devant elle. Créée en 1991 par Jean-Louis Blanc, la scierie de Camarès, forte des nombreuses forêts de la région, alimente l'usine de palettes de Bessèges (Gard). Avec une capacité de production quasi triplée, c'est un investissement d'un million d'euros qui a été nécessaire pour renouveler le matériel et agrandir les murs. Plusieurs créations d'emploi directes ou indirectes en ont découlé, ce qui justifie pleinement les aides accordées par le Département et la communauté de communes.

Aubin Pierre Beffre



AMÉNAGER LE SECTEUR DE COMBES

Comme l'explique le maire d'Aubin, M. Martinez, l'aménagement du secteur de Combes comporte de nombreux enjeux. Après l'étude préparatoire menée par le CAUE, une autre phase est lancée. Il s'agit de plancher sur la manière dont tous les projets peuvent être organisés en cohérence : aménagement d'une zone d'activités, de places publiques au centre de Combes, entrée secondaire du parc de la forêt de la Vaysse, route de Combes à Cransac par Le Gua... Autant de paramètres à prendre en compte de façon judicieuse. Un dossier porté par la communauté de communes du Bassin Decazeville-Aubin et soutenu par le Conseil général.

Baraqueville-Sauveterre Didier Mai-Andrieu



LE PUECH-RAMASSO : UNE NOUVELLE ZONE D'ACTIVITÉS

Compléter les zones d'activités du Puech et de Ramasso est prévu depuis plusieurs années. Pour cela, la communauté de communes du Pays baraquevillois a acheté une quinzaine d'hectares dès 2004. Aujourd'hui, elle est en mesure de lancer l'aménagement de cette nouvelle ZA Le Puech - Ramasso afin d'y créer un pôle commercial et artisanal à haute qualité environnementale. D'un coût de 3,4 millions d'euros, ce projet devrait être bouclé en 2010 et être soutenu financièrement par le Conseil général notamment. Il permettra de renforcer un tissu économique déjà très actif.

Campagnac Pierre-Marie Blanquet



CINÉCAMP PREND DE L'AMPLEUR

Comme le dit Jean-Pierre Solignac, à l'origine de cet événement avec le maire, Jean-Michel Ladet : « C'était une idée de dingues ». Mais l'enthousiasme et la détermination ont eu raison des obstacles : CinéCamp est né au cours de l'été dernier. 800 personnes ont assisté à la projection de quatre films dont « Ici Najac, allô la terre » en présence du réalisateur, Jean-Henri Meunier. Pour Pierre-Marie Blanquet qui se réjouit du succès de cette initiative, il serait souhaitable que le « monde du cinéma aveyronnais » puisse y être associé pour en faire un événement culturel départemental.

Conques Bernard Burguière



NOUVELLE SALLE DES FÊTES POUR LUNEL

La salle des fêtes de Lunel avait été construite dans les années 1970 par les habitants eux-mêmes. Elle a été démolie en août dernier par ces mêmes habitants car elle était en fort mauvais état. Pas question toutefois, souligne Bernard Burguière, conseiller général, de priver le village de cet équipement très utilisé par les nombreuses associations très actives... Dès mai prochain, elles bénéficieront d'un « espace des cultures locales » de 486 m² dont le coût (environ 400 000 € HT) est pris en charge par Etat, Conseils régional et général et commune.

Groupe de la majorité et des non-inscrits

Le Conseil Général à l'écoute des agriculteurs

Le Conseil général a su, chaque fois que cela était nécessaire, accompagner les agriculteurs. La profession vit actuellement des moments difficiles. L'économie départementale subit les contre coups de la situation générale. Le Conseil général a su prendre toute sa place dans l'indispensable dispositif de solidarité nationale pour accompagner les professionnels touchés par cette crise sanitaire et économique de grande ampleur.

Dès le 10 septembre, Jean-Claude Luche a pris l'initiative d'une réunion de travail en y invitant les structures représentatives de l'ensemble de la filière de l'élevage et le syndicat des marchands de bestiaux. Pour faire face à cette crise le Groupe de la majorité a proposé à l'Assemblée Départementale d'intervenir à hauteur de 830 000 € suivant un dispositif se déclinant en quatre axes.

1 - L'aide à l'injection pour la vaccination : Tous les éleveurs du département en seront bénéficiaires pour les 2 injections contre le sérotype 1 à concurrence de 50 % des frais après déduction des aides de l'Etat.

2 - La Prise en charge d'une vacation vétérinaire : Cette aide s'adresse également à tous les éleveurs du département. Le département prendra en charge une vacation vétérinaire pour la vaccination contre le sérotype 1 d'un montant de 25,62 € HT, en complément de l'aide de l'Etat.

3 - L'aide aux analyses virologiques : Cette aide s'adresse aux éleveurs et négociants en bestiaux ayant des activités d'export. La SEM Aveyron Labo, dont le Conseil Général est actionnaire majoritaire, prendra en charge une partie du coût de l'analyse à hauteur de 4 € TTC, pour les analyses réalisées entre le 27 octobre et le 31 décembre 2008. Cette aide sera directement déduite sur les factures.

4 - L'activation exceptionnelle du FICA : Pour venir en aide aux agriculteurs en difficulté du fait de la crise du FCO et en complément des aides de l'Etat, des critères de priorité pourront être proposés à la Commission d'Orientation Agricole qui instruit les dossiers au cas par cas. Les modalités de mise en œuvre de ce dispositif exceptionnel seront définies par le Comité de Gestion du FICA, composé de représentants de la profession agricole et du Conseil Général, en lien avec les représentants de l'Etat.

La Commission Permanente du Conseil Général du 27 octobre a décidé à l'unanimité de rendre opérationnelle ces mesures qui s'échelonneront sur 2008 et 2009.

Jean-Claude Anglars

« Groupe Majorité et non inscrits »

Hôtel du Département - Place Charles de Gaulle - BP 724

12007 Rodez cedex - Tél. 05 65 75 80 91 - union.aveyron@wanadoo.fr

Groupe socialiste et républicain

Une réponse à la crise : oui, nous le pouvons.

La récession touche aujourd'hui les plus fragiles d'entre nous. Ce ne sont pas les responsables de la crise qui en subiront les conséquences, mais ceux qui ont le plus de difficultés. Les agriculteurs, les ouvriers, les étudiants, les personnes sans ressource, vont devoir se battre toujours plus pour vivre au quotidien. Plus que jamais, c'est vers eux, jeunes ou anciens, habitant en ville ou dans une commune rurale, que nous devons nous tourner pour les aider à surmonter la crise. Dans ce combat, le département de l'Aveyron a un rôle primordial à jouer. Il doit d'abord être actif et innovant. Il doit se remettre en question, changer ses vieilles habitudes. Il ne suffit pas de voyager dans tous les cantons ou éditer un catalogue de bonnes intentions, il faut avoir du courage, de l'imagination et de la solidarité.

Du courage d'abord, pour réaliser des économies dans nos dépenses. Sans économie, nous continuerons à éparpiller nos actions, conservant le superflu, oubliant l'essentiel. Sans économie, la majorité de droite sera obligée d'augmenter les impôts, en particulier la taxe d'habitation, l'imposition la plus inégalitaire. Il faut avoir le courage de dresser un bilan financier des politiques départementales menées depuis dix ans et en tirer des conclusions pour l'avenir. C'est ce que nous demandons depuis plusieurs années, mais ce bilan n'a jamais été fait. Pour aider les Aveyronnais à surmonter la crise, il faut aussi de l'imagination. Nous devons être un

département innovant. Il est essentiel de répondre vite à la crise que traversent les entreprises aveyronnaises.

Là encore, notre groupe a proposé depuis 2 ans et demi la création d'un fonds aveyronnais d'investissement, permettant de soutenir les entreprises locales. Ce fonds permettrait aux chefs d'entreprise de préparer l'avenir. Nous proposons également que le Conseil Général s'investisse davantage dans les secteurs d'avenir : l'université, l'environnement, l'agriculture et les nouvelles technologies. Trop de temps a été perdu dans ces domaines.

Enfin la solidarité, le cœur de notre action. Nous devons humaniser la prise en charge de personnes dépendantes, en développant les accueils de jour, en soutenant les familles, en renforçant la qualité des soins et l'accompagnement dans les maisons de retraite. Avec la hausse à venir du chômage, l'insertion devra être une priorité. Répondre à la crise est une question de volonté. Les conseillers généraux de notre groupe y travaillent chaque jour sur vos cantons.

Guy Durand

Conseiller général de l'Aveyron (Millau)

Vice-président du Groupe socialiste et républicain

www.nouvelaveyron.com

■ CONFÉRENCE

Le sculpteur Aristide Maillol
Conférence de Bertrand Lorquin, conservateur du musée Maillol à Paris.
Entrée libre.
Le 16 décembre à 18 h 30 au musée Denys-Puech à Rodez.
Tél. 05 65 77 89 60

■ SPECTACLES



Coma Idyllique
Par la Compagnie hors pistes. C'est une parenthèse où le cirque, le jeu, la musique et la danse s'uniraient pour rendre un hommage touchant à la complexité de notre monde. Un spectacle décalé pour ébranler nos certitudes.
Le 16 décembre à 20 h 15, M.J.C. de Rodez.
Tél. 05 65 67 01 13

La fée des linges
Par la Dive Compagnie à Valady. Facétie câline en poésies, chansons et comptines pour classes plus ou moins enfantines. Interprétée par Eléonore Echène. Petite traversée des textures de l'enfance.
Le 18 décembre à 15 h 30, salle des Fêtes de Nuces et le 19 décembre à 15 h 30, salle des Fêtes de Marcillac-Vallon.
Tél. 05 65 72 66 76

■ DANSE

Performances Laurence Leyrolles
Plasticienne et danseuse, Laurence Leyrolles explore les liens entre arts visuels et arts vivants, à travers 3 interventions en résonance avec les installations de l'exposition Florence Carbone. Jusqu'au 16 décembre, Galerie Ste-Catherine à Rodez.
Tél. 05 65 73 80 80



Un livre

Unique, colossal, indispensable... C'est un véritable tour de force qu'ont réalisé la LPO et des centaines de bénévoles avec le partenariat du Conseil général. Fruit de près de 15 années d'observations minutieuses, cet atlas recense tout ce que le département compte de mammifères, oiseaux, poissons, reptiles et amphibiens. 400 espèces pour autant de cartes, 450 photographies. Bref, l'ouvrage de référence qui informe et sensibilise sur la richesse du patrimoine naturel. *Faune sauvage de l'Aveyron, atlas des vertébrés* - Editions du Rouergue, collectif LPO, 375 pages, 42 €

■ CONCERTS

Chants de Noël
Concert vocal à but humanitaire par la chorale des Quatre-Saisons.
Le 13 décembre à 17 h en la Chapelle Royale de Rodez.
Tél. 05 65 67 36 87

Concerts de Noël
Par la chorale «Accroch'choeur» et son choeur d'enfants. Chants et musique instrumentale avec la participation du groupe vocal féminin «Philomèle», le 13 décembre à 20 h 45 et le 14 décembre à 16 h en l'église N.-D. des Voyageurs à Capdenac.
Tél. 05 65 63 82 03

Par l'ensemble polyphonique d'Espalion avec la participation des enfants de l'école Saint-François. Direction : Christian Mazières. Accompagnement musical Philippe Vigneulle.
Le 13 décembre à 20 h 30 en l'église de Bozouls et le 14 décembre à 17 h 30 en l'église d'Espalion.
Tél. 05 65 51 10 49

Par le groupe vocal La Douce Voix. Sous la direction de Thomas Aümuller. Le 14 Décembre à 16 h en l'église Saint-Baudile à Lanuéjols.
Tél. 05 65 81 96 29

Noël baroque en pays d'Oc
La Camera delle Lacrime présente des chants écrits en français et en occitan par les abbés Nicolas Saboly et Natalis Cordat sur des airs du XVII^e siècle.
Le 21 décembre à 17 h 30 en la Collégiale de Villefranche-de-Rouergue.
Tél. Office de Tourisme 05 65 45 13 18



■ THÉÂTRE

J'ai marché sur le ciel
Par la compagnie Anamorphose. Théâtre d'ombres et jeux de lumière. Allongés confortablement sous l'écran, les enfants se laissent naturellement aller à la rêverie. L'espace flotte et bascule doucement dans une suite d'images insolites, où les univers se superposent, s'évanouissent. L'absence de texte autorise l'expression orale. Les mardi 16 et mercredi 17 décembre à la Maison pour Tous de Rieupeyroux. Horaires différents selon les âges.
Tél. 05 65 29 86 79



■ SPORT

Ronde de Noël
Course pédestre de 8 km dans le quartier de Bourran à Rodez, avec traversée du viaduc, des haras nationaux, du lycée Foch et du stade Paul-Lignon.
Le 14 décembre. Départ à 10 h devant la CCI. A 9 h 30, course de 1 km pour les enfants.
Tél. 05 65 68 53 57

Soirée du CDOS
En partenariat avec le Conseil général, le Comité départemental olympique et sportif honorera des présidents de comité qui ont passé la main, des sportifs de haut niveau, des jeunes arbitres et jeunes dirigeants.
Le 19 décembre à partir de 18 h 30, à l'Amphithéâtre de Rodez.



■ EXPOSITIONS

Sapeurs pompiers
Ils sont 1400 sapeurs-pompiers en Aveyron, professionnels et volontaires. Dans le prolongement de la campagne nationale sur le volontariat, le Conseil général présente une exposition sur les sapeurs-pompiers et leurs missions, dans ses locaux de la rue Marie à Rodez
Tous les jours (sauf samedis, dimanches et fériés) jusqu'à fin janvier 2009.

Arts plastiques
Exposition du collectif des artistes du Pont des Arts (Alvarez, Cavagnac, Corbel, Galibert, Sounillac, Valentin) invitant chacun un artiste aveyronnais.
Du 8 au 22 décembre au Pont des Arts
Moulin du Conte à Marcillac-Vallon.
Tél. 05 65 65 65 96



Si vous avez des photos « insolites » que vous désirez voir publiées, vous pouvez les adresser au service communication du Conseil général Hôtel du Département - BP 724 12007 Rodez Cedex - webmaster@cg12.fr

insolite



Mais à qui sont ces pieds ?

Contact

Mission Départementale de la Culture
33, av. Victor Hugo, Rodez
Tél. 05 65 73 80 50
www.aveyron-culture.com

Marie Talabot

Parcours de femme du XIX^e siècle

Réhabiliter Marie Talabot : c'est l'entreprise à laquelle s'est attelée Louis Mercadié, auteur d'un livre paru aux éditions du Rouergue sur cette « femme que l'on traitait de parvenue, de grande horizontale, de dégrafée ... »



Marie Talabot, une vie, un livre et demain peut-être à l'écran

Dire que Louis Mercadié s'est pris de passion pour cette Marie reflète parfaitement la vérité. Mais il ne s'est pas seulement agi pour cet historien de Sainte-Eulalie-d'Olt de montrer à ses concitoyens marmots que celle à laquelle on attribue la volonté vengeresse de dominer après sa mort ceux qui l'avaient rejetée de son vivant n'était pas telle que la légende l'a

faite. Pour lui, Marie Talabot fut de ces femmes qui, « en ce siècle victorien et phalocrate » sut « relever la tête dans ce contexte très fermé ».

Marie s'appela Marie-Anne Savy. Elle est née près de Saint-Geniez d'Olt, en 1822, dans une pauvre famille de tisserand.

Lorsque sa mère meurt alors qu'elle n'est âgée que de cinq ans, son père la place à l'orphelinat. De place en place, elle parvient à Marseille où elle est bonne à tout faire dans une famille bourgeoise. C'est là que Paulin Talabot la remarque. Elle a 17 ans, lui 23 de plus mais « un charme fou et il apprécie les qualités humaines. Il aime la classe de cette gamine, son opiniâtreté, son intelligence, son ouverture d'esprit » commente Louis Mercadié.

Elle ne parle pourtant guère que le patois, la jeune Marie. Mais auprès de son maître qui deviendra son amant, elle apprend : les bonnes manières, l'anglais, l'italien... Paulin Talabot étant Saint Simonien, il



Le mausolée de Marie Talabot domine sa terre natale de Saint-Geniez-d'Olt

est opposé au mariage et pour la liberté sexuelle. Lui et Marie vivent donc maritalement. Une situation inadmissible quand elle revient « au pays », même si, grâce à la fortune que Paulin Talabot s'est constituée dans les chemins de fer, elle est d'une généreuse charité pour les enfants pauvres et les personnes âgées notamment.

« Malgré tout, on l'insultait. On lui jeta même des pierres à la sortie de la messe ». Paulin et Marie se marieront finalement en 1857. Elle ne survivra à son mari que de quatre années (1889), couchant dans son testament sa volonté que soit construit un tombeau pour lequel elle laissait la somme de 100 000 francs. Mais

alors qu'elle avait acheté un terrain au cimetière de Saint-Geniez, « près des plus pauvres, près de la fosse commune », le mausolée conçu par l'architecte Lucien Magne fut placé en position très dominante au-dessus de la ville. Pour Louis Mercadié, il ne fait aucun doute que Lucien Magne « a voulu, en accord avec la municipalité, mettre son oeuvre en évidence ». Quoi qu'il en soit, Marie Talabot est une pièce incontournable de l'histoire de Saint-Geniez et l'on ne peut qu'espérer que le travail de Louis Mercadié permettra à sa ville natale de la considérer autrement.



Hommes politiques, artistes et ingénieurs

Les plus grands politiques : Napoléon III, Haussmann, Gambetta ... Les plus grands artistes : Delacroix, Cézannes, Gavarni, Ingres ... Les plus grands savants : Le Verrier, Bernard, Babinet ... Les plus grands ingénieurs : Lesseps, Eiffel, Schneider ... Marie Talabot connut les plus grands du monde d'alors, tenant salon, aidant les artistes ...

Pour en savoir plus

Un livre : Marie Talabot, *Une Aveyronnaise dans le tourbillon du XIX^e siècle*, Louis Mercadié, éd. Du Rouergue, 2007.
Une conférence de Louis Mercadié : le 7 février 2009 à Espalion, salle de la gare.